CNP ASSURANCES

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 554 541 208 euros entièrement libéré
Siège social : 4 place Raoul Dautry – 75716 Paris cedex 15

Descriptif du programme de rachat en application de la résolution votée à l'assemblée générale mixte du 25 avril 2007

Synthèse

- Les titres concernés par le programme de rachat sont les actions CNP Assurances (code ISIN FR0000120222).
- Le programme porte sur 10 % au maximum du nombre d'actions composant le capital de la société.
- Le prix d'achat unitaire maximum est de 140 euros.
- Objectifs par ordre de priorité décroissant :
 - l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de service d'investissement, conforme à une charte déontologique élaborée par l'AFEI et reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
 - l'attribution d'actions aux salariés ou mandataires sociaux autorisés de la société, par attribution d'actions gratuites dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ou au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou dans le cadre de plans d'épargne salariale,
 - la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit à des actions existantes de la société,
 - la remise d'actions à titre d'échange ou de paiement notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
 - l'annulation éventuelle des actions par voie de réduction de capital, afin d'optimiser le résultat par action sous réserve d'une résolution ultérieure en AGE.
- La durée du programme est de 18 mois à compter du 26 avril 2007 soit jusqu'au 25 octobre 2008.

En application des articles 241-1 à 241-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, le présent descriptif a pour objet de présenter les objectifs et les modalités du programme de rachat d'actions.

1. NOMBRE D' ACTIONS DETENUES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CNP ASSURANCES

Au 24 avril 2007, la société détenait 335 433 actions acquises dans le cadre du programme de rachat.

2. OBJECTIFS DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS ET UTILISATION DES ACTIONS RACHETEES

CNP Assurances est susceptible d'utiliser la possibilité d'intervenir sur ses propres actions, avec pour principaux objectifs, par ordre de priorité décroissant :

- l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de service d'investissement, conforme à une charte déontologique élaborée par l'AFEI et reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- l'attribution d'actions aux salariés ou mandataires sociaux autorisés de la société, par attribution d'actions gratuites dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ou au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou dans le cadre de plans d'épargne salariale,
- la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit à des actions existantes de la société,

- la remise d'actions à titre d'échange ou de paiement notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- l'annulation éventuelle des actions par voie de réduction de capital, afin d'optimiser le résultat par action sous réserve d'une résolution ultérieure en AGE.

3. CADRE JURIDIQUE

Le renouvellement de ce programme de rachat s'inscrit dans le cadre des articles L. 225-209 à L. 225-212 du Code de Commerce et conformément au Règlement européen n°2273/2003 pris en application de la Directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003 dite "Directive abus de marché" entrée en vigueur le 13 octobre 2004, et intervient à la suite de l'approbation de la 13^{ème} résolution par l'assemblée générale mixte des actionnaires de CNP Assurances du 25 avril 2007.

Cette résolution, qui annule et remplace la 8^{ème} résolution de l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2006 est la suivante :

TREIZIEME RESOLUTION

(Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer en bourse sur les actions propres de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du descriptif du programme déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, décide :

- De mettre fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale mixte du 30 mai 2006 au terme de sa huitième résolution ;
- D'adopter le programme ci-après et à cette fin :
 - Autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter les actions de la Société, dans les limites légales de 10 % du capital de la Société à la date de la présente Assemblée, étant précisé que le pourcentage de rachat maximum d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport est limité à 5% ;
 - Décide que les actions pourront être achetées en vue :
 - D'assurer l'animation du marché par un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'A.F.E.I. reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
 - De conserver en vue de remettre ultérieurement ses actions à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe initiées par la Société ;
 - D'attribuer des actions aux salariés et mandataires sociaux autorisés de la Société ou de son Groupe, par attribution d'actions gratuites dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, ou au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou dans le cadre d'un plan d'actionnariat ou d'un plan d'épargne d'entreprise ;
 - De remettre ses actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par conversion, exercice, remboursement ou échange à l'attribution d'actions de la Société, dans le cadre de la réglementation boursière ;
 - D'annuler les actions afin notamment d'accroître la rentabilité des fonds propres et le résultat par action, et/ou de neutraliser l'impact dilutif pour les actionnaires d'opérations d'augmentation de capital ; cet objectif étant conditionné par l'adoption d'une résolution spécifique en Assemblée Générale Extraordinaire.

- Décide que le prix maximum d'achat par action ne pourra pas dépasser cent quarante (140) euros, hors frais ;
- Décide que le Directoire pourra toutefois ajuster le prix d'achat susmentionné en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation du capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, de division ou de regroupement d'actions, d'amortissement ou de réduction de capital, de distribution de réserves ou autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ;
- Décide que le montant maximum des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions ne pourra pas dépasser deux milliards soixante-dix-neuf millions cinq cent vingt-neuf mille cinq cent vingt-deux (2 079 529 522) euros ;
- Décide que les actions pourront être achetées par tout moyen dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, et notamment en tout ou partie par des interventions sur le marché ou par achat de blocs de titres et le cas échéant par cession de gré à gré, par offre publique d'achat ou d'échange ou par l'utilisation de mécanismes optionnels ou instruments dérivés à l'exclusion de la vente d'options de vente et aux époques que le Directoire appréciera, y compris en période d'offre publique, dans la limite de la réglementation boursière. Les actions acquises au titre de cette autorisation pourront être conservées, cédées ou transférées dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, par tous moyens y compris par voie de cession de blocs de titres et à tout moment, y compris en période d'offre publique ;
- Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de délégation pour procéder à la réalisation effective de ces opérations, en arrêter les conditions et les modalités, et notamment :
 - Conclure, modifier et/ou proroger un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'A.F.E.I. reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
 - Passer tous ordres en bourse ou hors marché ;
 - Ajuster le prix d'achat des actions pour tenir compte de l'incidence des opérations susvisées sur la valeur de l'action ;
 - Conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions ;
 - Etablir tout document et effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de tous autres organismes ;
 - Effectuer toutes formalités et publications ;
 Et de manière générale, accomplir ce qui est nécessaire pour faire usage de la présente autorisation.
- Décide que la présente autorisation est donnée pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007, sans pouvoir excéder dix-huit mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Le Directoire informera chaque année l'Assemblée générale des actionnaires des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution, conformément à l'article L.225-209 du Code de commerce.

4. MODALITES

4.1 Part maximale du capital et nombre maximal d'actions à acquérir et montant maximal payable par CNP Assurances

La part maximale du capital que CNP Assurances devrait être autorisée à acquérir, en vertu de la résolution susmentionnée, est de 10 % de son capital soit au total 14 853 782 actions à la date d'aujourd'hui.

En conséquence, le montant théorique maximal que CNP Assurances est susceptible de payer dans l'hypothèse d'achat au prix maximal fixé par l'Assemblée, soit 140 € s'élèverait à 2 079 529 480 €

Au 24 avril 2007, la société détenait 280 433 actions CNP Assurances issues du programme de rachat, et 55 000 actions pour l'attribution aux salariés, soit au total 335 433 actions.

Le nombre maximum d'actions pouvant donc être rachetées par la société s'élève à 14 518 349 pour un prix de rachat de 140 € ce qui représente un investissement maximal payable de 2 032 568 860 euros.

En cas de variation de capital, l'autorisation porterait sur les 10 % du nouveau capital.

La société s'engage à ne pas dépasser, à tout moment, directement ou indirectement, la limite autorisée de 10 % du capital.

Réserves libres :

Conformément à la loi, le montant du présent programme de rachat ne pourra être supérieur à ce montant de réserves libres.

4.2 Modalités des rachats

Les actions pourront être rachetées par intervention sur le marché ou autrement, notamment par achat de blocs. La résolution proposée au vote des actionnaires ne limite pas de manière spécifique la part du programme pouvant être réalisée par achat de bloc de titres ou par recours à tout produit dérivé dans le respect de la réglementation en vigueur (pour autant que ces derniers moyens ne concourent pas à accroître de façon significative la volatilité du cours de l'action).

4.3 Durée et calendrier du programme

Le programme sera réalisé, conformément à la 13ème résolution de l'assemblée générale des actionnaires du 25 avril 2007, dans une période comprise entre la date de ce programme (26 avril 2007) et celle se situant 18 mois après, soit le 25 octobre 2008.

4.4 Financement du programme

L'intention de CNP Assurances est d'assurer le financement des rachats d'actions en priorité sur ses ressources de trésorerie ou si nécessaire, par augmentation de sa dette subordonnée.

4.5 Traitement comptable

Les titres acquis par la société seront inscrits parmi les titres immobilisés et suivront pour leur évaluation et leur classement au bilan les règles propres à cette catégorie de titres. Si les titres sont détenus explicitement pour être attribués aux salariés ou destinés à régulariser les cours, ils seront inscrits dans la rubrique de bilan correspondante (au compte "Actions propres") et suivront pour leur évaluation les règles correspondant à cette catégorie de titres.

Fait à Paris, le 26 avril 2007

Membre du Directoire, Directeur Financier
Antoine Lissowski